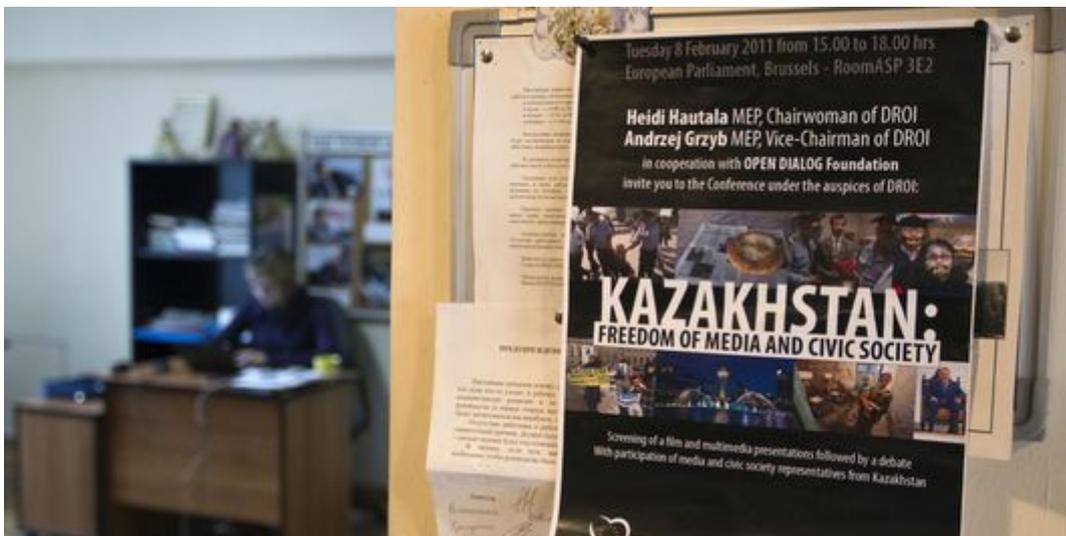


Le Kazakhstan poursuit ses interdictions des journaux d'opposition

L'opposition et des médias indépendants ont dénoncé une répression accrue ces derniers mois dans le pays, dirigé d'une main de fer par le président Nazarbaïev.

Le Monde.fr avec AFP | 26.11.2012 à 17h35



Les locaux du journal d'opposition Golos Respubliki (La Voix de la République) au Kazakhstan, Almaty le 21 novembre. REUTERS/SHAMIL ZHUMATOV

Un tribunal du [Kazakhstan](#) a interdit la publication du journal d'opposition *Vzgliad*, a indiqué lundi 26 novembre un membre de la rédaction, moins d'une semaine après l'interdiction du principal journal indépendant de ce pays d'Asie centrale.

"les législatives au Kazakhstan dénoncées par l'opposition" ([/europe/article/2012/01/17/les-legislatives-au-kazakhstan-denoncees-par-l-opposition_1630690_3214.html](#))

"Nous avons reçu aujourd'hui le jugement du tribunal. En conséquence, il nous est interdit d'imprimer (...) et de publier nos informations sur notre page Facebook", a indiqué l'adjointe au rédacteur en chef de l'hebdomadaire Vzgliad, Olessa Chtchelkova. De son côté, la rédaction a critiqué cette décision prise par un tribunal de la capitale économique, Almaty, comme "un acte politiquement motivé, visant à détruire le journal en raison de sa position indépendante vis-à-vis du régime politique de Noursoultan Nazarbaïev".

HUIT JOURNAUX ET 23 SITES DANS LE VISEUR

Le 22 novembre, un autre tribunal d'Almaty avait déjà interdit la publication de l'hebdomadaire "La Voix de la République", le principal journal indépendant du pays. Ces décisions tombent peu après l'annonce, la semaine dernière, par le parquet général du Kazakhstan de son intention de faire interdire des médias d'opposition considérés comme "extrémistes".

Huit journaux, la chaîne de télévision K+ et vingt-trois sites d'information kazakhs – accusés notamment d'"incitation au renversement violent" du régime lors des manifestations de grévistes du secteur pétrolier à Janaozen (Ouest) en décembre 2011 – sont visés par le parquet. Le ministère public a également annoncé son intention d'interdire les activités des mouvements d'opposition Alga et Khalyk Maïdany, en raison de leur caractère extrémiste, selon le parquet.

L'opposition et des médias indépendants ont dénoncé une répression accrue ces derniers mois au Kazakhstan, dirigé d'une main de fer par le président Noursoultan Nazarbaïev depuis l'époque soviétique.